

(1)

(N° 88.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1944-1945.

RÉUNION DU 25 SEPTEMBRE 1945.

**Rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner le Projet de loi
relatif à l'amnistie fiscale.**

(Voir les n°s 121, 185 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séance du 28 août 1945; et le n° 81 du Sénat.)

Présents : MM. VAN OVERBERGH, président; BARNICH, DIERCKX, DISIÈRE, DOUTREPONT, LOGEN, PETIT, RONVAUX, VERMEYLEN et HARMEGNIES, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le projet qui est soumis aux délibérations du Sénat a été voté par la Chambre des Représentants par 136 voix et 1 abstention, celle d'un député qui avait pairé avec un membre de la majorité.

On peut donc dire, en réalité, qu'il a été approuvé à l'unanimité.

Le texte sur lequel le Sénat doit se prononcer est celui qui avait été proposé par le Gouvernement (projet n° 185), légèrement amendé par la Commission des Finances de la Chambre et par le Gouvernement lui-même.

Les modifications au projet primitif sont les suivantes :

Article premier. — Au § 2, les mots suivants du projet gouvernemental ont été supprimés *éventuellement augmentés des intérêts légaux*.

Le texte de ce paragraphe a donc été admis comme suit :

« Moyennant déclaration spontanée des droits dans les délais visés au § 1^{er} décharge des amendes fiscales est accordée quant aux contraventions commises avant le 7 octobre 1944 en matière de droit de succession et de taxe compensatoire des droits de succession et quant aux dissimulations de prix commises dans les actes enregistrés entre le 10 mai 1940 et le 1^{er} novembre 1944. »

§ 3. — Les mots *au taux prévu* ont été remplacés par les mots *dans les conditions prévues*.

Le texte adopté est donc rétabli comme suit :

« Des délais de paiement peuvent être accordés sur demande motivée, moyennant un intérêt de retard *dans les conditions prévues* par les dispositions légales sur la matière. »

Article 2. — Au § 2, le second alinéa stipulait : « ni aux infractions dont l'existence résulterait de déclarations faites par les contribuables à l'Administration à l'occasion de la perception des impôts visés à l'article 3. »

Un amendement a été adopté par la Commission de la Chambre qui a supprimé cette restriction.

Le vote de la Chambre a entériné cette décision.

Le texte de l'article 2, paragraphe 2, qui est soumis à l'approbation du Sénat, est donc le suivant :

« Sont déclarées prescrites toutes actions en paiement du droit de succession dû pour des décès antérieurs au 1^{er} janvier 1940 et de la taxe compensatoire des droits de succession afférente aux exercices 1939 et antérieurs.

Toutefois, cette mesure ne s'étend pas aux infractions qui ont été constatées et ont fait l'objet d'une réclamation avant la publication de la présente loi. »

Article 3. — Un amendement a été admis par la Commission de la Chambre et l'alinéa suivant a été ajouté :

« Toutefois, les revenus et profits visés à l'article 2, § 1^{er}, littéra c de la loi établissant un impôt extraordinaire sur les bénéfices, revenus et profits exceptionnels réalisés en période de guerre, tomberont sous l'application de la présente loi à concurrence d'une somme égale aux 5/10 des revenus nets passibles de la taxe professionnelle que l'assujetti a déclarés ou sur base desquels il a été imposé. »

Un sous-amendement du Gouvernement a complété ce texte par les mots : « *pour les exercices 1940 à 1944* ».

Ce texte ainsi complété a été admis par la Chambre des Représentants et c'est celui qui est soumis à nos délibérations.

M. Buset, rapporteur de la Commission de la Chambre, a nettement défini la portée du projet de loi qui nous est soumis.

Il me paraît parfaitement inutile de revenir sur ce qu'il a écrit et sur la discussion qui s'est produite autour de ce projet lorsqu'il est venu devant la Chambre des Représentants.

Votre commission, examinant le projet, a passé en revue les différents articles de celui-ci.

A l'article premier, un membre a demandé la définition exacte du mot « accroissements ».

M. le Ministre a rappelé que la portée de celui-ci est reprise à l'article 57 des lois coordonnées sur les revenus, qui est rédigé comme suit :

« En cas d'absence de déclaration ou au cas de déclaration incomplète ou inexacte, les impôts dus sur la portion des revenus non déclarée sont portés au triple, sans pouvoir dépasser le montant de ces revenus.

Toutefois, hors les cas où le redevable s'est abstenu de produire la déclaration dans l'intention d'éluder l'impôt ou a produit une déclaration volontairement incomplète ou inexacte, l'impôt n'est porté au triple que si les revenus non déclarés dépassent le dixième de la totalité des revenus des redevables ou 10,000 francs. »

Un autre membre a demandé quelle serait la position du redevable qui ne pouvait s'acquitter dans les soixante jours.

M. le Ministre a répondu qu'il fallait s'en tenir au texte proposé. Les deux conditions doivent donc être remplies :

1^o déclaration spontanée; 2^o paiement dans les soixante jours.

Un autre membre a fait préciser la situation qui sera faite au contribuable qui, de 1940 à 1944, a dû payer une amende ou un accroissement en application de la loi sur les revenus professionnels.

M. le Ministre a fait parvenir la réponse suivante :

« Un sénateur a demandé que soient remboursés ou abandonnés les accroissements qui auraient été appliqués pour les exercices 1940 à 1944 aux contribuables qui ont accepté un bénéfice imposable supérieur au bénéfice déclaré.

Aucun accroissement d'impôt n'est appliqué lorsqu'un contribuable fait une déclaration supplémentaire de façon *spontanée*, c'est-à-dire d'initiative et sans qu'il soit interpellé par le contrôleur.

La généralité des rectifications des revenus se font à la suite soit de visites sur place par les agents des services de taxation, soit de demandes de renseignements supplémentaires. Dans ce cas, l'application d'un accroissement d'impôt est de pratique courante et il ne peut être question d'y renoncer ou de le rembourser »

En matière de droits de succession, Monsieur le Ministre précise la jurisprudence de son Administration par la note suivante :

Depuis le 7 octobre 1944 jusqu'à ce jour, d'assez nombreux contribuables ont rectifié *spontanément* leurs déclarations de *succession* et ont payé les droits supplémentaires, majorés des intérêts légaux et une partie de l'amende.

A ceux qui ont attendu pour se mettre en règle, la loi d'amnistie va, d'après le projet tel qu'il a été adopté, remettre l'amende et les intérêts; seul le droit devra être payé.

La justice la plus élémentaire exige que les premiers contribuables ne soient pas traités moins favorablement que les seconds.

Usant du droit de grâce établi par l'article 141 du Code de droit de succession, l'Administration accordera aux héritiers qui en feront la demande, la remise des amendes payées sur des déclarations rectificatives déposées spontanément après le 7 octobre 1944. Il doit être entendu que, les restitutions à effectuer de ce chef ne subiront pas la retenue de 5 p. c. à titre de frais de régie.

Un amendement a été présenté par un membre du Sénat assistant à la réunion à titre consultatif. Il était ainsi conçu :

L'article 1^{er} du projet est remplacé par la disposition suivante :

« L'Etat renonce à toute action en recouvrement de droits, taxes et amendes, en ce qui concerne les capitaux, valeurs et revenus dissimulés, relatifs aux exercices antérieurs à 1944, et dont la propriété dans le chef du contribuable

se trouve exclusivement établie par la déclaration des avoirs édictée par l'arrêté-loi du 8 octobre 1944. »

M. le Ministre n'a pas accepté cet amendement parce qu'il dérangerait toute l'économie du projet et parce qu'il diminuerait considérablement le rendement des projets financiers.

En conclusion, la Commission a repoussé l'amendement proposé par 12 voix.

L'article 1^{er}, tel qu'il a été adopté par la Chambre des Représentants, a été admis par 13 voix.

Article 2. — En réponse à la demande d'un membre, M. le Ministre a précisé qu'en application des lois coordonnées, les revenus de 1939 sont bien imposables pour l'exercice 1940; les revenus de 1940 imposables pour l'exercice 1941, et ainsi de suite.

Article 3. — A la demande de certains membres, relativement au deuxième alinéa qui concerne les professions libérales, M. le Ministre a rappelé l'exemple indiqué lors de la discussion à la Chambre des Représentants :

« Un redevable a déclaré pendant les cinq années en cause 500,000 francs seulement. Il a omis de déclarer 500,000 francs. Il sera autorisé à faire une déclaration rectificative mais spontanée de 750,000 francs (500,000 francs déclarés plus les 5/10 de cette somme).

Pour les 250,000 francs du reste il sera imposé sur les bénéfices exceptionnels suivant les critères fixés par cette loi. »

Article 3. — La Commission a adopté le texte proposé par 14 voix.

Le vote sur l'ensemble du projet d'amnistie fiscale a donné le résultat suivant : pour le projet 14 voix.

Le rapport a été approuvé à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,
H. HARMEGNIES.

Le Président,
CYR. VAN OVERBERGH.

**Amendement
présenté par la Commission.**

ARTICLE PREMIER, § 2.

Ajouter un second alinéa ainsi conçu:

« Décharge est également accordée des amendes encourues pour les irrégularités de l'espèce déclarées spontanément depuis le 7 octobre 1944, si les droits sont payés dans les 60 jours de la publication de la présente loi. Les amendes et intérêts payés à l'occasion de pareilles irrégularités seront restitués. »

**Amendement
door de Commissie voorgesteld.**

EERSTE ARTIKEL, § 2.

Een tweede alinea toe te voegen, luidende :

« Ontlasting wordt eveneens verleend voor de boeten opgelopen door de onregelmatigheden van dien aard, die spontaan werden aangegeven sedert 7 October 1944, indien de rechten worden betaald binnen de 60 dagen na de afkondiging van deze wet. De boeten en interesten betaald naar aanleiding van dusdanige onregelmatigheden, worden teruggegeven. »

(1)

(N^o 88 .

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1944-1945.

COMMISSIEVERGADERING VAN 25 SEPTEMBER 1945.

Verslag uit naam der Commissie van Financiën belast met het onderzoek van het Wetsontwerp betreffende de fiscale amnestie.

(Zie de n^{rs} 121, 185 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 28 Augustus 1945; n^o 81 van den Senaat.)

Aanwezig : de hh. VAN OVERBERGH, voorzitter; BARNICH, DIERCKX, DISIÈRE, DOUTREPONT, LOGEN, PETIT, RONVAUX, VERMEYLEN en HARMEGNIES, verslaggever.

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Het aan de beraadslagingen van den Senaat voorgelegde ontwerp werd door de Kamer der Volksvertegenwoordigers goedgekeurd met 136 stemmen en 1 onthouding, namelijk van een Senator die was afgesproken met een lid van de meerderheid.

Men kan dus zeggen dat het in werkelijkheid eenparig werd goedgekeurd.

De tekst waarover de Senaat moet uitspraak doen is deze die door de Regeering werd voorgesteld (ontwerp n^o 185), mits lichte wijzigingen door de Commissie van Financiën van de Kamer en door de Regeering zelf.

De wijzigingen aan het oorspronkelijk ontwerp zijn de volgende :

Eerste artikel. — In § 2 zijn de volgende woorden uit het Regeeringsontwerp weggevallen : « eventueel opgevoerd met de wettelijke interessen. »

De tekst van deze paragraaf werd dus goedgekeurd als volgt :

« Mits spontane aangifte van de rechten binnen den in § 1 bedoelden termijn, wordt ontlasting van de fiscale geldboeten verleend met betrekking tot de overtredingen begaan vóór 7 October 1944 ter zake van successierecht en taxe tot vergoeding van de successierechten en met betrekking tot prijzenbewimpeling begaan in de tusschen 10 Mei 1940 en 1 November 1944 geregistreerde akten. »

§ 3. — De woorden « vastgesteld op den bij de desbetreffende wetsbepalingen voorzienen voet » werden vervangen door de woorden : « in de voorwaarden door de desbetreffende wetsbepalingen voorzien. »

De aangenomen tekst luidt dus als volgt :

« Uitstel van betaling mag op met redenen omkleede aanvraag worden toegestaan, tegen storting van een nalatigheidsinterest *vastgesteld in de voorwaarden* door de desbetreffende wetsbepalingen voorzien. »

Artikel 2. — In § 2 bepaalde de tweede alinea « noch op de overtredingen waarvan het bestaan blijkt uit aangiften, ingediend door de belastingplichtigen, bij de administratie ter gelegenheid van de inning der in artikel 3 bedoelde belastingen. »

Er werd door de Commissie van de Kamer een amendement aangenomen waarbij deze beperking werd afgeschaft.

De stemming van de Kamer heeft deze beslissing bekrachtigd.

De tekst van artikel 2, § 2, die aan den Senaat ter goedkeuring wordt voorgelegd, is de volgende :

« Worden vervallen verklaard alle vorderingen tot betaling van het successierecht verschuldigd wegens overlijden ingetreden vóór 1 Januari 1940 en van de taxe tot vergoeding van de successierechten in verband met 1939 en de vroegere dienstjaren.

Deze maatregel slaat echter niet op de overtredingen die vastgesteld zijn geworden en die het voorwerp zijn geweest van een eisch vóór de bekendmaking van deze wet. »

Artikel 3. — Er werd door de Kamercommissie een amendement aangenomen en de volgende alinea werd toegevoegd :

« Evenwel zullen de bij artikel 2, § 1, littera C, van de wet tot invoering van een extra-belasting op de in oorlogstijd behaalde exceptioneele inkomsten en baten, bedoelde inkomsten en baten onder toepassing vallen van onderhavige wet, tot een som gelijk aan de 5/10 van de aan de bedrijfsbelasting onderworpen netto-inkomsten welke de belastingplichtige heeft aangegeven of op grond waarvan hij werd aangeslagen. »

Een sub-amendement der Regeering heeft dezen tekst aangevuld met de woorden « *voor de dienstjaren 1940 tot 1944* ».

Deze aldus aangevulde tekst werd door de Kamer der Volksvertegenwoordigers aangenomen en is aan onze beraadslagingen onderworpen.

De heer Buset, verslaggever van de Kamer, heeft duidelijk de strekking van het ons voorgelegde wetsontwerp bepaald.

Het lijkt ons volkomen overbodig op hetgeen hij heeft geschreven en op de bespreking rond dit ontwerp in de Kamer der Volksvertegenwoordigers terug te komen.

Uw Commissie heeft bij het onderzoek van het ontwerp de verschillende artikelen in oogenschouw genomen.

Bij het eerste artikel vroeg een lid de juiste bepaling van het woord « verhoogen ».

De Minister heeft er aan herinnerd dat de beteekenis daarvan werd vastgesteld in artikel 57 der samengeschatte wetten op de inkomsten, dat luidt als volgt :

« Bij niet-aangifte of in geval van onvolledige of onjuiste aangifte, worden de op het niet aangegeven gedeelte van inkomsten verschuldigde belastingen verdriedubbeld, zonder het bedrag van die inkomsten te mogen overschrijden.

« Edoch, buiten de gevallen waarin de belastingplichtige er zich van onthouden heeft, de aangifte voor te leggen met de bedoeling de belasting te ontduiken, of een vrijwillig onvolledige of onjuiste aangifte heeft overgelegd, wordt de belasting slechts verdriedubbeld, zoo de niet aangegeven inkomsten het tiende van het totaal der inkomsten van de belastingplichtigen of tien duizend frank overschrijden. »

Een ander lid heeft gevraagd welke de toestand zou zijn van den belastingplichtige, die niet kan betalen binnen de 60 dagen.

De Minister heeft geantwoord dat men zich moest houden aan den voorgestelden tekst. De twee voorwaarden moeten dus vervuld zijn :

1^o spontane aangifte; 2^o betaling binnen de 60 dagen.

Een ander lid heeft den toestand nader doen bepalen van den belastingplichtige die van 1940 tot 1944 een boete of een verhooging heeft moeten betalen bij toepassing der wet op de bedrijfsinkomsten.

De Minister heeft het volgend antwoord doen geworden :

« Een senator heeft gevraagd dat zouden worden terugbetaald of afgestaan, de verhoogingen die voor de dienstjaren 1940 tot 1944 zouden zijn toegepast op de belastingplichtigen die een belastbare winst hoger dan de aangegeven winsten hebben aanvaard.

» Geen enkele verhooging van belasting wordt toegepast wanneer een belastingplichtige een aanvullende aangifte doet *op spontane wijze*, dit wil zeggen uit eigen initiatief en zonder dat hij door den controleur worde aangemaand.

De wijzigingen van inkomsten geschieden doorgaans hetzij ten gevolge van bezoeken ter plaatse, door de agenten der belastingdiensten, hetzij ten gevolge van vragen om aanvullende inlichtingen. In dit geval is de toepassing van een belastingverhooging van loopend gebruik en kan er geen spraak van zijn daarvan af te zien of ze terug te betalen. »

Op gebied van successierechten bepaalt de Minister nader de rechtspraak van zijn Departement door de volgende nota :

Sedert 7 October 1944 tot heden, hebben vrij talrijke belastingplichtigen spontaan hun successieaangiften verbeterd, en aanvullende rechten betaald die werden verhoogd met de wettelijke interesten, alsmede een deel van de boete.

Aan diegenen die hebben gewacht om zich in regel te stellen, zal de amnestiewet volgens het ontwerp zooals dit werd goedgekeurd, de boete en de interesten kwijtschelden; alleen het recht zal moeten betaald worden.

De meest elementaire rechtvaardigheid eischt dat de eerste belastingplichtigen niet minder goed zouden behandeld worden dan de tweeden.

Gebruik makende van het recht van genade, voorzien bij artikel 141 van het Wetboek der successierechten, zal de administratie aan de erfgenamen die zulks zullen vragen, de boeten betaald op verbeterde aangiften spontaan ingediend na 7 October 1944, kwijtschelden. Het moet verstaan wezen dat de terugbetalingen uit dien hoofde niet de afhouding van 5 t. h. ten titel van beheerskosten zullen ondergaan.

Er werd een amendement ingediend door een lid van de Commissie dat de vergadering bijwoonde ten raadgevenden titel. Het luidde als volgt :

Artikel 1 van het ontwerp wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Staat ziet af van alle actie tot invordering van rechten, taxes en boeten, wat betreft de verzwegen kapitalen, waarden en inkomsten, betreffende de dienstjaren vóór 1944 en waarvan het eigendom in hoofde van den belastingplichtige uitsluitend wordt bewezen door de aangifte van het bezit, uitgevaardigd door de besluitwet van 8 October 1944. »

De Minister heeft dit amendement niet aanvaard omdat het heel de economie van het ontwerp zou in de war sturen, en de rendeeering der financieele ontwerpen aanzienlijk zou verminderen.

Als besluit heeft de Commissie het voorgestelde amendement verworpen met twaalf stemmen.

Het eerste artikel zooals het door de Kamer der Volksvertegenwoordigers werd aangenomen, werd goedgekeurd met 13 stemmen.

Artikel 2. — In antwoord op de vraag van een lid, heeft de Minister nader bepaald dat, bij toepassing der samengeschakelde wetten, de inkomsten van 1939 wel belastbaar zijn voor het dienstjaar 1941, enz.

Artikel 3. — Op verzoek van sommige leden in verband met de tweede alinea die slaat op de vrije heroepen, heeft de Minister in herinnering gebracht het voorbeeld gegeven bij de bespreking in de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

« Een belastingplichtige heeft gedurende de vijf bedoelde jaren slechts 500,000 frank aangegeven. Hij heeft nagelaten 500,000 frank aan te geven. Hij zal gemachtigd worden een verbeterende doch spontane verklaring van 750,000 frank (500,000 frank die werden aangegeven + 5/10den van deze som) te doen.

» Voor de 250,000 frank zal hij trouwens worden aangeslagen op de uitzonderlijke winsten volgens de criteria vastgesteld bij deze wet. »

Artikel 3. — De Commissie heeft den voorgestelden tekst goedgekeurd met 14 stemmen.

* * *

De stemming over het geheel van het ontwerp betreffende de fiscale amnestie, gaf den volgenden uitslag :

14 stemmen spraken zich uit voor het ontwerp.

Het verslag werd door de aanwezige leden eenparig aangenomen.

De Verslaggever,
H. HARMEGNIES.

De Voorzitter,
C. VAN OVERBERGH.

**Amendement
présenté par la Commission.**

—
ARTICLE PREMIER, § 2.

Ajouter un second alinéa ainsi conçu:

« Décharge est également accordée des amendes encourues pour les irrégularités de l'espèce déclarées spontanément depuis le 7 octobre 1944, si les droits sont payés dans les 60 jours de la publication de la présente loi. Les amendes et intérêts payés à l'occasion de pareilles irrégularités seront restitués. »

**Amendement
door de Commissie voorgesteld.**

—
EERSTE ARTIKEL, § 2.

Een tweede alinea toe te voegen, luidende :

« Ontlasting wordt eveneens verleend voor de boeten opgelopen door de onregelmatigheden van dien aard, die spontaan werden aangegeven sedert 7 October 1944, indien de rechten worden betaald binnen de 60 dagen na de afkondiging van deze wet. De boeten en interesten betaald naar aanleiding van dusdanige onregelmatigheden, worden teruggegeven. »